

## Changement et continuité de la politique des Etats-Unis au Maghreb

L'intérêt des USA envers la région a pour but de développer une étroite coopération militaire, économique et sécuritaire.

Yahia H. Zoubir

**B**ien que les Etats-Unis aient généralement accordé assez peu d'attention au Maghreb, il y a toujours eu des périodes au cours desquelles l'intérêt politique et économique s'est accru ou a connu un nouveau souffle. Les dirigeants américains considéraient souvent que le Maghreb faisait partie de la zone d'influence de l'Europe, et notamment de la France. Il y a eu au moins trois périodes au cours desquelles les USA ont accordé une attention particulière au Maghreb : la Deuxième Guerre mondiale, la période de décolonisation dans les années cinquante et soixante et le conflit du Sahara Occidental jusqu'aux années quatre-vingts. Au cours de la période qui a suivi la guerre froide, l'intérêt américain pour le Maghreb s'est accru en raison de l'inévitable globalisation. Depuis le 11 septembre 2001, les USA accordent encore plus d'attention à la région, en partie parce que certains membres du réseau terroriste Al Qaeda, les dénommés « arabes afghans », sont d'origine nord-africaine.

A la fin des années quatre-vingt-dix, les politiciens américains étaient très intéressés par l'apparition d'une entité régionale maghrébine centrée sur le marché. Cependant, la non résolution et la continuation du conflit du Sahara Occidental continue d'être une source de tensions dans la région et reste le principal point de discordance entre l'Algérie et le Maroc, qui forment la colonne vertébrale du processus de régionalisation. Depuis ses débuts en 1975, le conflit du Sahara Occidental a exacerbé les relations algéro-marocaines, rendant ainsi difficile l'intégration économique maghrébine si la dispute entre le Maroc et les nationalistes sahraouis n'est pas résolue auparavant.

### Objectifs de la politique américaine au Maghreb

**L**es USA favorisent actuellement au Maghreb un type de développement privilégiant la croissance économique durable. Le principal intérêt américain est économique ; l'indicateur le plus clair étant l'Initiative Eisenhower ou Alliance Economique entre les USA et l'Afrique du Nord, lancée en 1999 – ultérieurement renommée Pro-

gramme économique américain pour l'Afrique du Nord – dont l'objectif était de « resserrer les liens entre les USA et les trois pays de l'Afrique du Nord en matière de commerce et d'investissement, afin de favoriser davantage le commerce entre nos pays, d'inciter un plus grand nombre d'entreprises américaines à investir dans la région et à créer des emplois bien rémunérés [...] et de favoriser la réduction des barrières internes entre les pays de l'Afrique du Nord qui ont freiné les flux de commerce normaux entre ces pays ». Cette déclaration exprime implicitement le soutien aux trois pays du Maghreb afin qu'ils revitalisent l'Union du Maghreb arabe (UMA) – à l'exclusion de la Libye et de la Mauritanie – et qu'ils rouvrent la frontière algéro-marocaine, fermée depuis août 1994. Le Programme économique américain pour l'Afrique du Nord – qui fait maintenant partie de l'Initiative globale de Partenariat au Proche Orient (BMEPI) –, rappelle constamment que les USA souhaitent que le Maghreb devienne une entité intégrée, qui finisse par s'étendre vers l'Est. Avec l'actuelle amélioration des relations entre la Libye et les USA, cette expansion n'est probablement pas si exagérée. L'insistance américaine liée à l'alliance économique diffère, par conséquent, de l'intégration politique recherchée par l'Union européenne (UE) dans le cadre de l'Alliance euroméditerranéenne.

Au cours de la plus grande partie des années quatre-vingt-dix, le principal souci des USA au Maghreb était la situation extrêmement instable en Algérie. L'incertitude dans ce pays a été la première raison pour laquelle les USA et les autres Etats ont souhaité maintenir le statu quo dans le conflit du Sahara Occidental. L'apparition de l'islamisme radical et le chaos prévu par les analystes en cas de triomphe islamiste dans les urnes ou d'une arrivée de pouvoir à la suite d'une insurrection armée, a renforcé l'importance du Maroc pour les USA et pour de nombreux pays européens, notamment pour la France, en tant que forteresse sur le plan de la stabilité et de rempart contre l'islamisme radical, de la même façon qu'il a constitué un bastion contre le communisme au cours de la guerre froide. L'inquiétude des USA et de l'Europe était que la déstabilisation de l'Algérie ou du Maroc en-



Mohamed Benaïssa et Colin Powell en conférence de presse après le Forum de l'Avenir. Rabat, décembre 2004. / AFP

traînerait des conséquences terribles pour l'Europe. De plus, un Maroc affaibli faciliterait l'ascension de l'islamisme radical au sein de ce pays, ce qui donnerait lieu à une émigration massive vers l'Europe.

### Le Maroc : pilier des USA au Maghreb

**D**ans la politique étrangère des USA, le Maroc continue d'être un pilier de la présence américaine au sein du Maghreb et du Proche Orient, notamment pour la Sixième Flotte américaine en Méditerranée et pour le « processus de paix » au Proche Orient. A la fin de la guerre froide, l'aide économique et militaire américaine s'est maintenue à un niveau relativement bas. Cependant le Maroc a regagné sa place d'allié important. La première cause de ce nouveau statut a été le soutien marocain à la guerre du Golfe de 1991, comprenant l'envoi de 2 000 soldats marocains en Arabie Saoudite. La seconde cause a été l'instabilité de l'Algérie. Le régime algérien luttait pour sa survie et le spectre d'une révolution islamiste radicale en Afrique du Nord a redonné au Maroc le rôle de « rempart » contre les forces extrémistes anti-occidentales. La capacité du roi Hassan II à réprimer les mouvements islamistes radicaux dans son propre pays lui a permis de devenir un intermédiaire particulièrement utile contre ces forces. La troisième raison du soutien des USA au Maroc est peut-être liée à l'augmentation des réformes économiques de libre marché, comprenant une privatisation à grande échelle coïncidant avec les objectifs idéologiques américains. Le soutien au Maroc au sein du Congrès américain est également significatif, surtout

que le Maroc est considéré comme un pays moins hostile à l'égard d'Israël.

Malgré les violations des droits de l'Homme, les USA ont maintenu la même politique envers le Maroc. C'est ainsi que le gouvernement de George W. Bush a renforcé la coopération économique et militaire, qui a été particulièrement importante dans le domaine antiterroriste. Aux yeux des USA, le Maroc se distingue également en tant que modèle de démocratie au sein du monde arabe.

En novembre 2003, Bush annonça que les « USA allaient prendre de nombreuses et importantes mesures pour renforcer leurs relations avec le royaume [du Maroc], notamment des mesures visant le développement de la coopération économique et militaire, ainsi qu'en matière de lutte antiterroriste. Les USA étaient également sur le point de concéder au Maroc la considération d'allié de longue durée ». Il convient cependant de signaler que malgré son soutien affirmé au Maroc, les USA refusent de reconnaître la souveraineté marocaine dans la dispute du Sahara Occidental, afin de ne pas se trouver en désaccord avec les congressistes américains partisans de l'organisation d'un référendum sur ce territoire, mais également afin d'éviter une inimitié avec l'Algérie.

### L'évolution des relations entre les USA et l'Algérie

**A** la fin des années quatre-vingt-dix, les relations entre les USA et l'Algérie ont connu à tous les niveaux un grand développement par rapport à ce qu'elles avaient été jusqu'à lors. L'antagonisme politique et idéologique du passé avait disparu. La meilleure illustration de cette évolution a été la visite officielle du président Abdelaziz Bouteflika aux USA en juillet 2001. L'influence croissante de l'Algérie au sein de l'Organisation pour l'unité africaine (OUA), ainsi que l'importance croissante de l'axe Algérie-Nigeria-Afrique du Sud, n'est pas passé inaperçue à Washington. De plus, les hommes politiques américains sont conscients que la résolution du conflit du Sahara Occidental est impossible sans l'approbation de l'Algérie. De plus, les USA avaient compris qu'il était nécessaire de coopérer avec l'Algérie en matière de terrorisme mondial bien avant le 11-S.

Ces attentats ont rapproché ces deux pays, au moins en ce qui concerne la coopération en matière de sécurité. Malgré certaines réserves, l'Algérie a accepté de se joindre à la coalition internationale menée par les USA. Les autorités algériennes ont remis à Washington une liste de plusieurs centaines de suspects, militants islamistes algériens ayant fui en Europe et aux USA, et ont offert leur coopération en matière de sécurité et d'échanges entre les services secrets.

Bouteflika a effectué une dernière visite à Washington le 5 novembre 2001 ; son voyage a principalement tourné autour de la guerre mondiale contre le terrorisme. Les algériens ont obtenu des résultats politiques positifs de cette visite : soutien à la lutte antiterroriste en Algérie, soutien au manifeste de l'OUA à Alger sur la lutte contre le terrorisme, condamnation des violentes prises de pouvoir en Afrique et soutien de l'actuelle diplomatie de l'Algérie en Afrique et en Méditerranée.

La CIA, la FBI et la NSA continuent à solliciter l'aide des algériens, qui ont acquis une expérience extrêmement précieuse dans le domaine de la lutte antiterroriste. Plus important encore, et en ayant cependant refusé de vendre à l'Algérie des armes de guerre, les USA ont accepté de fournir à ses forces de sécurité un équipement efficace, afin de les aider à éliminer les groupes restants de militants armés dans les zones rurales.

Bien entendu, ce rapprochement entre les USA et l'Algérie n'aurait pas été si facile sans le rôle régional de plus en plus important joué par l'Algérie, rôle qui a contribué à la préservation de la sécurité en Méditerranée, une région vitale pour l'Alliance Atlantique. L'OTAN ayant reconnu l'importance de la relation qui existe entre la sécurité euroatlantique et la stabilité en Méditerranée, les visites de Bouteflika au quartier général de l'OTAN en Belgique en décembre 2001 et en 2002 ont donné lieu à l'établissement d'un programme de coopération, ainsi qu'à des manœuvres conjointes en Méditerranée entre les forces algériennes et celles de l'OTAN.

Les relations économiques entre l'Algérie et les USA ont aussi connu une croissance remarquable. En juillet 2001, les deux pays ont signé un accord cadre sur le commerce et l'investissement, établissant une procédure consultative qui a donné lieu à un accord bilatéral d'investissement, à des concessions commerciales mutuelles et à un accord sur la double imposition fiscale et ouvrant par ailleurs plus largement aux entreprises multinationales, les ressources pétrolifères et gazières algériennes. L'objectif de l'accord est de doubler le volume des échanges et de permettre aux entreprises américaines d'acquérir une plus grande part du marché algérien, notamment en matière d'hydrocarbures (en tenant compte du fait que les USA sont actuellement les plus grands investisseurs dans ce secteur). Il semble cependant que les dernières années, les entreprises américaines se soient également intéressées à des secteurs autres que celui de l'énergie, comme par exemple, les finances, les produits pharmaceutiques, les télécommunications et l'informatique.

Cependant, malgré cette évolution positive, les investissements américains hors des hydrocarbures demeurent relativement faibles. L'instabilité de l'Algérie au cours des années quatre-vingt-dix explique en partie le faible niveau d'IED américain; cependant la lenteur des réformes économiques et les obstacles des infrastructures et de la bureaucratie sont d'autres facteurs importants qui ont maintenu les investisseurs américains à l'écart. Signalons cependant que l'Afrique du Nord en général bénéficie d'u-

### Forum de l'Avenir : de la réforme économique à la réforme politique et sociale ?

Le premier Forum de l'Avenir, tenu à Rabat le 11 décembre 2004, est considéré comme la première phase de la mise en marche de l'initiative pour le Grand Moyen-Orient de George W. Bush, dont l'intention est de promouvoir des réformes économiques, sociales et politiques dans la région qui s'étend de la Mauritanie au Pakistan. Le Forum de l'Avenir, co-présidé par le Maroc et les Etats Unis, a réuni les ministres des Affaires étrangères et de l'Economie et des Finances de plus de 20 pays de la région du Grand Moyen-Orient et d'Afrique du Nord et leurs homologues du G-8, et comptait sur la représentation d'organisations telles que la Ligue arabe, l'Union du Maghreb arabe (UMA), le Conseil de coopération du Golfe et l'Union européenne (UE). Les participants ont examiné les propositions présentées par les pays de la région et ont approuvé la mise en œuvre des actions suivantes :

– **Dialogue d'assistance à la démocratie** : prestation d'assistance électorale, amélioration du rôle de la femme, progrès dans les relations entre les gouvernements et la société civile.

– **Alphabétisation** : plan d'action sur l'alphabétisation pour la région et organisation d'une rencontre des ministres de l'Education prévue en mai 2005 en Jordanie.

– **Finances internationales** : création d'un instrument financier destiné à aider les PME. La proposition de création d'un réseau de fonds est accueillie de façon positive pour améliorer l'efficacité du financement officiel dans la région.

– **Entreprenariat** : en 2005, le Maroc et le Bahreïn, entre autres, créeront deux centres d'innovation d'entreprises visant à accroître les opportunités et les capacités des jeunes de la région.

– **Micro-finances** : mis à part le Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (GCAP), un autre sur les micro-finances est créé, et un centre technique et de formation est ouvert en Jordanie. D'autre part, le GCAP travaille, avec le Yémen et d'autres pays, au développement de projets de micro-finances pour aider les petits entrepreneurs de la région, et tout particulièrement les femmes. Il est accordé de doter ce fonds d'environ 100 millions de dollars.

– **Investissement** : une équipe de travail se concentrera sur l'augmentation de l'investissement en collaboration avec les gouvernements de la région et l'OCDE en vue de vaincre les obstacles à l'investissement, y compris ceux relatifs à la gouvernance.

Dans le domaine politique, l'UE a insisté pour souligner l'importance de coordonner l'initiative américaine avec le Processus de Barcelone, de profiter de ses 10 ans d'expérience ainsi que de tous les mécanismes disponibles « pour promouvoir un changement dans la perspective régionale de cette région du monde », selon le haut représentant de l'UE pour la PESC, Javier Solana, qui a affirmé que « le processus de Barcelone devient pratiquement le centre du projet ».

Les participants ont finalement accordé de tenir la prochaine édition du Forum de l'Avenir au Bahreïn, en novembre 2005.

Parallèlement, les 8 et 9 décembre 2004, Rabat accueillait la conférence de la société civile, qui réunissait les représentants de plusieurs organisations et associations de la région, ainsi que d'organisations internationales. Dans sa déclaration finale, cette conférence exprimait sa ferme conviction que le processus de réforme dans le monde arabe est un processus interne, entrepris par l'ensemble des acteurs nationaux, tout en dénonçant le manque de volonté politique et la répression forcée, pendant des décennies, des tentatives de réforme dans le monde arabe. Partant de la volonté de coopérer avec l'initiative du G-8 et le Forum de l'Avenir, mais depuis une position d'indépendance, les représentants de la société civile se sont fait l'écho, dans leur déclaration finale, des effets négatifs de la situation au Proche-Orient et en Iraq, tout en identifiant un certain nombre de prémisses comme le respect de la liberté d'expression ou de réunion pour permettre la véritable intervention de la société civile dans le processus.

Finalement, la conférence a souligné le besoin de développer les mécanismes de participation de la société civile au Forum de l'Avenir, entre lesquels se trouve la création d'un organisme de supervision du progrès démocratique chargé d'évaluer l'évolution des réformes et d'émettre un rapport annuel à cet effet, conformément aux normes internationales.

ne part de marché mondial d'IED peu élevée, calculée à hauteur de cinq milliards de dollars chaque année.

### Tunisie : la ' bien-aimée ' qui a cessé de l'être ?

**D**epuis son indépendance en 1956 et jusqu'à 2003, la Tunisie occupait une bonne place sur la liste des pays préférés des USA. L'alliance exemplaire tuniso-américaine ne s'est vue menacée qu'une seule fois, à cause du bombardement israélien du quartier général de l'Organisation pour la Libération de Palestine (OLP) à Tunis en 1985. L'attitude pro-occidentale tunisienne s'avérait extrêmement attrayante, de même que son modèle de développement politique, économique et social. Dans les années quatre-vingt-dix, les hommes politiques américains ont présenté la Tunisie comme un exemple de succès : réformes de libre marché, laïcisme, mesures liées au statut des femmes, alphabétisation et faibles taux de natalité. De plus, les USA apprécient la Tunisie pour des raisons de sécurité, ce que prouve le nombre de manœuvres militaires conjointes effectuées chaque année. Au cours de la crise algérienne, la Tunisie, comme le Maroc, a bénéficié d'un ferme soutien américain afin d'éviter que l'islamisme radical ne se propage et de dissuader la Libye de toute tentative de destabilisation de la Tunisie. Son importance stratégique pour les USA empêchait ceux-ci de critiquer le grave problème des droits de l'Homme en Tunisie. En novembre 2003, au cours de sa visite dans ce pays, le secrétaire d'Etat, Colin Powell, a cependant critiqué les transgressions contre les droits de l'Homme. Lors de sa visite aux USA en février 2004, Bush ainsi que d'autres dirigeants ont déclaré à un Zine al Abidine Ben Ali déconcerté qu'il fallait entreprendre des réformes, notamment dans le domaine de la liberté de presse, du système législatif et judiciaire et du processus électoral. Cependant, malgré cette réprimande, la Tunisie continue de bénéficier du soutien de la part de Washington, et tout particulièrement du Département de la Défense, qui souhaite la maintenir aux côtés des USA. Bien entendu, à l'instar d'autres gouvernements arabes, ce pays a profité des circonstances qui ont suivi le 11-S pour conserver les faveurs des USA : participation à la guerre mondiale contre le terrorisme, aide à l'Irak, reconnaissance du Conseil de gouvernement iraquien et participation à des opérations de paix.

### Libye : la réhabilitation du pays ' voyou '

**C**e sont les relations libyo-américaines qui ont connu l'évolution la plus impressionnante. Après des décennies d'animosité et d'affrontements directs, les deux pays ont beaucoup avancé en peu de temps. L'accord 2003 sur l'avion de la Pan Am a constitué le point de départ, suivi par l'annonce de la Libye fin décembre 2003 déclarant qu'elle avait décidé d'abandonner ses programmes d'armes de destruction massive. La coopération en ce qui concerne ce type d'armes a ouvert la porte aux conversations bilatérales et enfin à la normalisation

des relations diplomatiques. Les USA et la Libye sont actuellement en pourparlers d'élargissement des négociations ayant trait à la politique en Afrique, au terrorisme, aux droits de l'Homme et aux réformes économiques de la Libye. Les USA souhaiteraient utiliser l'influence de la Libye en Afrique pour des actions positives. Les deux pays dialoguent également à propos de questions pétrolières et de transactions commerciales. Malgré l'avancée positive des relations libyo-américaines, la Libye est maintenue dans la liste des pays favorisant le terrorisme, ce qui dérange énormément les libyens. La Libye compte de nombreux ennemis à Washington et il est possible que certains d'entre eux souhaitent punir le gouvernement libyen pour ses actions passées. Il est néanmoins clair que la Libye est un riche producteur de pétrole et que les USA surveilleront sa réhabilitation. Si elle adopte et maintient une politique acceptable pour les USA, tel que l'a déclaré Bush, « elle peut récupérer une place sûre et respectée parmi les autres nations et, au fil du temps, améliorer ses relations avec les USA ». Pour le moment, les USA ont adopté certaines mesures, telles que le déblocage des actifs libyens gelés aux USA ainsi que l'élimination des restrictions économiques dans les accords d'aviation avec la Libye, afin de convaincre la *Jamahiriyah* qu'elle doit se comporter conforme aux normes internationales.

### Le Maghreb en tant qu'entité régionale dans le cadre de la politique étrangère américaine

**L**e principal objectif pour les USA est de développer au sein du Maghreb une étroite coopération militaire, économique et liée à la sécurité. Un examen des déclarations officielles, des conférences de presse et des documents montre que les USA tentent de mettre en place l'alliance économique avec le Maghreb par le biais de l'accélération des réformes des structures au sein de chaque pays, en offrant un plus grand rôle au secteur privé et en démantelant les barrières intra régionales représentant des obstacles pour le commerce et l'investissement. Les américains sont également conscients de l'importance du pétrole et du gaz naturel dans la région, notamment en Algérie et en Libye. C'est dans ce contexte dans lequel les USA tentent de mettre en place une politique régionale et que le conflit du Sahara Occidental acquiert une nouvelle dimension, en raison des conséquences que pourrait entraîner sa non résolution. Cela explique pourquoi en novembre 2003 Bush insista sur le fait que l'Algérie et le Maroc trouvent des « façons créatives et pragmatiques de résoudre leurs différends ».

Malheureusement, cet avis ne tient pas compte de la position algérienne et tant que les USA et la France continuent de soutenir le Maroc dans ce conflit, le statu quo au Maghreb restera de mise. Il est donc indispensable que le conflit du Sahara Occidental soit résolu d'une manière équitable et dans le plus bref délai afin de permettre un développement durable dans le Maghreb. ■